

# Deux visions inconciliables s'affrontent sur la redevance SSR

«200 francs, ça suffit» Entre ceux qui jugent l'entreprise écrasante et disproportionnée et ceux qui craignent pour son avenir, la campagne sur l'initiative fait des étincelles.

Florent Quiquerez

Tout les oppose, jusqu'au lieu choisi pour tenir leur conférence de presse. Alors que les opposants à l'initiative «200 fr. ça suffit» ont choisi le centre de presse du Palais fédéral pour présenter leurs arguments le 8 décembre; les partisans du texte, eux, se sont exprimés ce mercredi depuis une salle de conférences d'un hôtel de Berne. La votation qui porte sur l'avenir de la SSR s'annonce serrée, comme le montrent les premiers sondages. La campagne sera explosive.

L'initiative veut faire baisser la redevance du service public de 335 à 200 francs. Elle veut aussi exonérer les entreprises de toute taxe. À noter que si le texte est rejeté le 8 mars, la douloureuse baissera de toute façon: le Conseil fédéral a décidé de fixer la redevance à 300 francs pour les ménages et d'exclure d'avantage de PME de tout paiement.

Mais pour les partisans de l'initiative, cette alternative ne va pas assez loin. Des élus de l'UDC, du PLR, mais aussi les représentants de l'Union suisse des arts et métiers (USAM) militent pour le oui. On peut résumer leurs arguments en cinq points.

## Redéfinir la notion de service public

Pour les opposants, on peut réduire la redevance, car «les activités de la SSR dépassent aujourd'hui largement la mission de service public», estime Gregor Rutz (UDC/ZH). Il dénonce la création de radios musicales, comme Couleur 3, qui concurrence les privés. «La raison d'être de la SSR réside dans la fiabilité de l'information, dans les contenus éducatifs et dans la préservation de la diversité culturelle, là où les privés se heurtent à des limites économiques», ajoute Jonas Lüthi, président des Jeunes PLR. Avec 850 millions, la SSR peut y parvenir.»

## En finir avec une concurrence déloyale

Pour Pauline Blanc, vice-présidente des Jeunes PLR, le paysage médiatique a profondément changé ces dernières décennies. «La diversité des médias est grande grâce à la multitude d'offres disponible. D'un point de vue démocratique et de l'économie de marché, c'est réjouissant.» Selon elle, le fait que la SSR soit «écrasante et surdimensionnée» limite toutefois ce sain développement. En faisant mai-



Les partisans de l'initiative «200 fr. ça suffit» ont convié la presse ce mercredi. Keystone/Christian Beutler

grir la SSR, «l'initiative renforce la concurrence dans le secteur des médias».

## Faire participer les entreprises est absurde

Actuellement, les entreprises paient la redevance en fonction de leur chiffre d'affaires. «Absurde», réagit Fabio Regazzi (Le Centre/TI), président de l'USAM, qui rappelle que chaque employé ou patron est déjà assujéti à cet «impôt». «C'est comme si on payait à double. Or, cet argent manque ensuite aux entreprises pour l'investissement, la formation ou la cybersécurité». L'initiative permettrait de retrouver cet argent.

## Renforcer le pouvoir d'achat

Les partisans du texte jouent aussi sur le porte-monnaie. «Avec la hausse des loyers et des primes maladie, les citoyens sont confrontés à des dépenses toujours plus importantes», explique Thomas Matter (UDC/ZH). Grâce à la redevance à 200 francs, tout le monde aura plus d'argent pour vivre.» Pauline Blanc rappelle que les «jeunes en particulier doivent aujourd'hui payer

pour une offre qu'ils utilisent à peine».

## Partialité de la SSR

«Nous ne pouvons pas ignorer que le travail journalistique de la SSR a un parti pris à gauche», assène enfin Thomas Matter. Il cite une étude qui montre que 70% des journalistes du service public se déclarent de gauche. Selon lui, les téléspectateurs s'opposent de plus en plus à cette couverture «partiale». La preuve? «Le nombre de plaintes déposées contre la SSR a augmenté de 50% entre 2018 et 2024.»

Cette vision de la SSR n'est pas du tout partagée par les opposants. À l'exception de l'UDC, des élus de tous les partis s'engagent contre l'initiative. Voici leur argumentaire en cinq points.

## Une question de cohésion nationale

En parlant de cette initiative comme d'un texte qui «fragilise la Suisse», les opposants mettent dans la balance l'avenir du service public. «Une réduction de moitié du budget aurait des conséquences disproportionnées sur les coûts de la couverture médiatique au sein des régions périphériques et des minorités linguistiques, alerte

Martin Candinas (Le Centre/GR). Ce texte met en danger la cohésion et la diversité qui confèrent à notre pays son caractère unique.»

## Des programmes sont menacés

L'initiative contraindrait la SSR à réaliser des coupes dans son offre. Le sport suisse serait touché. «La production télévisuelle coûte cher, les privés peuvent difficilement l'assumer, alerte Ruth Metzler, présidente de Swiss Olympic. Au final, soit de tels événements disparaissent vers les télévisions payantes, soit ils n'apparaissent plus dans les médias.» La culture «qui fait l'identité» paierait aussi un lourd tribut, ajoute Delphine Klopfenstein Brogini (Les Verts/GE). Elle rappelle que «la SSR est la plateforme la plus importante dont nous disposons pour la culture».

## Un rempart à la désinformation

Pour assurer la sécurité du pays, il est primordial d'avoir accès à des informations fiables. Et pour les opposants, c'est ce que fait la SSR. «Un paysage médiatique diversifié et de haute qualité ainsi qu'une bonne interaction entre les médias privés et publics nous pro-

tègent contre la désinformation et l'influence étrangère, souligne Matthias Michel (PLR/ZG). C'est quelque chose qu'il ne faut surtout pas mettre en jeu. Et encore moins de manière délibérée.»

## Maintenir un média indépendant

«Un autre point fondamental de la SSR, c'est son indépendance, estime Samuel Bendahan (PS/VD). Dans un monde où de grands groupes rachètent de plus en plus de médias, le fait d'avoir une information qui peut être produite de façon indépendante a de plus en plus de valeur.» Pour les opposants, cela permet aussi à la SSR de traiter des sujets qui sont importants pour la société, même s'ils ne génèrent pas beaucoup d'audience ou de clics.

## La SSR a déjà fait des économies

Les opposants à l'initiative ajoutent enfin que la SSR a déjà introduit un plan d'économies. L'ordonnance du Conseil fédéral qui fixe à l'avenir la redevance à 300 francs contraint déjà le service public à économiser 270 millions d'ici à 2029. Ce qui représente environ 17% de son budget annuel. À cet effet, la SSR va supprimer quelque 900 emplois.